

FrappÃ© de sanctions par Trump, le groupe palestinien de dÃ©fense des droits humains Al-Haq appelle les alliÃ©s des Ã?tats-Unis Ã prendre position

Description

Le responsable du groupe, Shawan Jabarin, dÃ©clare que suite Ã ces sanctions, certains partenaires et bailleurs de fonds amÃ©ricains ont pris leurs distances avec lâ??organisation cisjordanienne.

Par Alice SPERI, le 16 novembre 2025.



Shawan Jabarin, directeur de Al-Haq, 2021 (image : Keren Manor, activestills)

Al-Haq, une organisation palestinienne de dÃ©fense des droits humains de premier plan basÃ©e en Cisjordanie, nâ??en est pas Ã sa premiÃ¨re Ã©preuve. Mais depuis que le groupe a Ã©tÃ© sanctionnÃ© par lâ??administration Trump en septembre, son monde sâ??est considÃ©rablement rÃ©trÃ©ci.

Aujourdâ??hui, les comptes bancaires des personnels ayant Ã©tÃ© clÃ´turÃ©s par leurs banques, ceux-ci travaillent sans Ãªtre rÃ©munÃ©rÃ©s. Les bailleurs de fonds amÃ©ricains ont pris leurs distances, et YouTube a retirÃ© des centaines de vidÃ©os de lâ??organisation attestant de violations des droits humains commises par les forces israÃ©liennes contre des PalestinienÂ·nes. Plus troublant encore, certaines organisations amÃ©ricaines avec lesquelles Al-Haq collaborait depuis longtemps se sont murÃ©es dans le silence, craignant que le simple fait de communiquer avec lâ??organisation nâ??attire lâ??attention dâ??une administration qui les a clairement dÃ©signÃ©es comme cible.

Â« Je suis profondÃ©ment blessÃ© Â», confie Shawan Jabarin, directeur dâ??Al-Haq, par le silence des organisations amÃ©ricaines Å?uvrant pour les droits humains et la justice sociale. Â« La plupart dâ??entre elles, pour ne pas dire toutes, ont cessÃ© de travailler, voire dâ??interagir avec nous de maniÃ¨re formelle et ouverte. Â»

Dans un entretien accordÃ© au Guardian, Jabarin a appelÃ© les organisations de dÃ©fense des droits humains basÃ©es aux Ã?tats-Unis Ã adopter des postures plus ouvertement rebelles envers lâ??administration Trump. Â« Se tenir du cÃ´tÃ© des droits humains et de la justice ne signifie pas que vous devez respecter des lois ou des ordres draconiens Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Â« Vous devez riposter par tous les moyens Â».

Lâ??administration Trump justifie les sanctions annoncÃ©es contre Al-Haq par le soutien que fournit lâ??organisation Ã la Cour PÃ©nale Internationale (CPI) dans son enquÃªte sur les crimes commis par les IsraÃ©liens en Palestine. Ces sanctions ont constituÃ© une premiÃ¨re attaque dans une campagne plus large contre la sociÃ©tÃ© civile, campagne qui prend pour cible les groupes dÃ©fendant les droits des PalestinienÂ·nes de faÃ§on disproportionnÃ©e, et qui menace Ã©galement de rÃ©duire Ã nÃ©ant les organisations Å?uvrant pour le climat, la dÃ©mocratie et la justice raciale.

Lors de son allocution annonÃ§ant les sanctions, le secrÃ©taire dâ??Ã?tat amÃ©ricain, Marco Rubio, a dÃ©clarÃ© que Â« la rÃ©ponse des Ã?tats-Unis envers le mÃ©pris quâ??affiche la CPI pour sa souverainetÃ© continuera dâ??avoir des consÃ©quences significatives et concrÃ¨tes afin de protÃ©ger nos troupes, notre souverainetÃ© et nos alliÃ©s face Ã ce mÃ©pris de notre souverainetÃ©, et pour punir les entitÃ©s complices de ces excÃ¨s Â».

Non-membres de la CPI, IsraÃ«l et les Ã?tats-Unis attaquent la Cour depuis longtemps et affirment quâ??elle nâ??a aucun pouvoir juridique sur eux. Pour autant, la rÃ©pression exercÃ©e par lâ??administration Trump contre les groupes pro-palestiniens dÃ©passe largement leur lien avec la CPI.

Le mois dernier, lâ??administration a ordonnÃ© aux procureurs fÃ©dÃ©raux de tout le pays dâ??enquÃªter sur les Open Society Foundations (OSF), rÃ©seau philanthropique fondÃ© par le milliardaire libÃ©ral George Soros, sur la base dâ??accusations infondÃ©es selon lesquelles elles auraient financÃ© des groupes promouvant des troubles politiques, allant jusquâ??Ã Ã©voquer des charges aussi graves que le soutien matÃ©riel au Â« terrorisme Â». Dans un mÃ©morandum prÃ©sidentiel signÃ© en septembre, Trump a Ã©galement ordonnÃ© aux forces de lâ??ordre de Â« dÃ©manteler et dÃ©raciner Â» les organisations et rÃ©seaux considÃ©rÃ©s comme encourageant le Â« terrorisme intÃ©rieur Â» et la Â« violence politique organisÃ©e Â» par lâ??administration.

De fait, les groupes et les individus affichant une position critique Ã lâ??Ã©gard dâ??IsraÃ«l, tant aux Ã?tats-Unis quâ??Ã lâ??Ã©tranger, font lâ??objet dâ??une attention particuliÃ¨re. Lâ??administration

Trump a dÃ©tenu des ressortissants Ã©trangers pour des prises de parole pro-palestiniennes et sanctionnÃ© le rapporteur spÃ©cial de lâ??ONU pour les territoires occupÃ©s ainsi que de hauts responsables de la CPI.

Les groupes basÃ©s en Palestine, comme Al-Haq, qui ne bÃ©nÃ©ficient pas des protections constitutionnelles de leurs pairs amÃ©ricains, comptent parmi les cibles les plus faciles. En tant que Palestinien toutefois, Jabarin se dÃ©crit comme un habituÃ© des prises de position contre un rÃ©gime rÃ©pressif.

Â« Peut-Ãªtre que câ??est dans notre nature et notre essence de Palestiniens, parce que nous nous battons dans tous les domaines de notre vie Â», a-t-il dit. Â« Notre culture, câ??est de ne pas abandonner et de continuer Ã lutter pour la justice. Peut-Ãªtre que dâ??autres sociÃ©tÃ©s nâ??en sont pas encore arrivÃ©es lÃ . Â»

Mais le groupe paie cher cette mobilisation ininterrompue.

Depuis lâ??annonce des sanctions, Al-Haq et ses quelque 45 employÃ©Â·es ont perdu lâ??accÃ¨s Ã leurs comptes bancaires, trois banques avec lesquelles lâ??organisation travaille ayant clÃ´turÃ© leurs comptes en octobre. (Les banques basÃ©es Ã lâ??Ã©tranger, bien que non directement visÃ©es par les sanctions, sont souvent frileuses Ã lâ??idÃ©e de travailler avec des personnes ou des groupes sanctionnÃ©s par les Ã?tats-Unis.) Le groupe est actuellement dans lâ??incapacitÃ© de recevoir des dons ou de payer ses employÃ©Â·es, et deux de ses bailleurs de fonds amÃ©ricains ont cessÃ© leurs contributions. Le personnel basÃ© aux Ã?tats-Unis a dÃ» dÃ©missionner. Les autres employÃ©Â·es continuent Ã travailler gratuitement, a indiquÃ© Jabarin, aidÃ©s par dâ??anciens collÃ¨gues et des soutiens Ã lâ??Ã©tranger. AprÃ¨s YouTube, Meta et Mailchimp ont restreint ou retirÃ© leurs services. (Les trois entreprises nâ??ont pas immÃ©diatement rÃ©pondu Ã nos demandes de commentaire.)

Al-Haq a Ã©galement perdu des alliÃ©s.

Parmi les organismes qui craignent dÃ©sormais la rÃ©pression orchestrÃ©e par Trump figurent des dizaines dâ??organisations Ã but non lucratif basÃ©es aux Ã?tats-Unis. Bien que la lÃ©gislation draconienne visant Ã faire taire la sociÃ©tÃ© civile en Â« Ã©liminant les organisations Ã but non lucratif Â» aient jusquâ??Ã prÃ©sent Ã©chouÃ©, et bien que les experts affirment que les efforts de Trump contre Soros soient difficilement recevables par les tribunaux, ces groupes sont en Ã©tat dâ??alerte depuis des mois, redoutant des attaques contre leur statut dâ??exonÃ©ration fiscale ainsi que de coÃ»teux litiges.

Les organisations amÃ©ricaines de dÃ©fense des droits humains et de soutien aux PalestinienÂ·nes ayant auparavant travaillÃ© avec Al-Haq craignent dÃ©sormais de poursuivre leur collaboration. (Jabarin a prÃ©fÃ©rÃ© taire leurs noms.)

Les sanctions imposÃ©es par les Ã?tats-Unis aux groupes de dÃ©fense des droits des PalestinienÂ·nes â?? lâ??une des seules mesures Ã la disposition de lâ??administration en lâ??absence dâ??action du CongrÃ¨s â?? mettent leurs pairs amÃ©ricains en danger. Des organisations basÃ©es aux Ã?tats-Unis ayant collaborÃ© avec Al-Haq par le passÃ© ont refusÃ© de sâ??exprimer officiellement sur leur relation avec le groupe lorsquâ??elles ont Ã©tÃ© contactÃ©es par le Guardian, mais certaines ont prÃ©cisÃ© que le simple maintien de communications professionnelles avec une organisation sanctionnÃ©e les exposait Ã un risque considÃ©rable.

Les groupes amÃ©ricains qui mÃ¨nent une action de mobilisation en partenariat avec des organisations sanctionnÃ©es pourraient en effet encourir des poursuites civiles et pÃ©nales, ont notÃ© certains, avec des consÃ©quences allant de la perte dâ??avantages fiscaux Ã des peines de prison. Certaines organisations Ã but non lucratif aux Ã?tats-Unis sont si rÃ©ticentes Ã lâ??idÃ©e de prendre des risques quâ??elles vont jusquâ??Ã Ã©viter de critiquer publiquement les sanctions.

Leena Barakat, cofondatrice de lâ??association de bailleurs de fonds Block and Build Funder Coalition, un rÃ©seau de financeurs quâ??elle dÃ©crit comme Â« militant contre lâ??autoritarisme Â», a dÃ©clarÃ© que les groupes et donateurs basÃ©s aux Ã?tats-Unis qui soutiennent le travail dâ??organisations palestiniennes sanctionnÃ©es font face Ã une situation Â« catastrophique Â».

Â« Nous devrions riposter, et je pense quâ??en ce moment la volontÃ© et le dÃ©sir de rÃ©agir sont trÃ¨s prÃ©sents. La question qui se pose est de dÃ©finir la meilleure stratÃ©gie pour mener ce combat Â», a-t-elle dÃ©clarÃ©. Â« Nous y rÃ©flÃ©chissons constamment. Â»

Al-Haq documente les violations des droits humains commises par IsraÃ«l en Palestine depuis un demi-siÃ¨cle. Aux cÃ´tÃ©s dâ??autres organisations Ã©galement sanctionnÃ©es par les Ã?tats-Unis â?? le Centre Al Mezan pour les droits humains, le Centre palestinien pour les droits humains, et Addameer, qui agit plus particuliÃ¨rement pour les droits des prisonniers et dÃ©tenus palestiniens â?? le groupe a jouÃ© un rÃ´le clÃ© dans la demande, puis dans le soutien, de lâ??enquÃªte de la CPI.

En 2021, IsraÃ«l a qualifiÃ© Al-Haq et cinq autres organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits humains dâ??Â« organisations terroristes Â», invoquant des liens entre ces groupes et le Front populaire de libÃ©ration de la Palestine, un parti politique de gauche considÃ©rÃ© comme une organisation terroriste par plusieurs pays, dont les Ã?tats-Unis. Toutefois, ainsi que certaines enquÃªtes lâ??ont alors rÃ©vÃ©lÃ©, IsraÃ«l ne disposait dâ??aucune preuve concrÃ¨te pour justifier ces allÃ©gations, et la CIA nâ??a pas Ã©tÃ© en mesure de corroborer les affirmations dâ??IsraÃ«l concernant ces groupes. Quelques mois plus tard, les soldats israÃ©liens ont fait une descente dans les bureaux dâ??Al-Haq.

Ces dÃ©signations diffamatoires et ces descentes ont Ã©tÃ© largement condamnÃ©es par les organisations internationales de dÃ©fense des droits humains, et lâ??administration Biden sâ??en est distanciÃ©e. Mais Jabarin a toujours craint que les Ã?tats-Unis, Ã nâ??importe quel moment, ne suivent lâ??exemple dâ??IsraÃ«l en cherchant Ã sanctionner le groupe.

Jabarin a qualifiÃ© les derniÃ¨res sanctions amÃ©ricaines Â« dâ??attaque politique Â» et a fait le serment quâ??Al-Haq continuerait de documenter les violations des droits humains et de travailler avec la CPI.

Â« Ils veulent rÃ©duire au silence toute voix qui demande des comptes, qui appelle Ã mettre fin Ã la culture de lâ??impunitÃ©, toute personne qui parle des droits des PalestinienÂ·nes et de justice pour la Palestine Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Â« Nous continuerons Ã faire notre travail, nous continuerons Ã nous battre pour la justice et pour les droits humains, et nous continuerons Ã poursuivre les criminels et Ã les considÃ©rer comme responsables. Â» Les observations transmises Ã la Cour par Al-Haq, a-t-il ajoutÃ©, sont Â« lÃ©gales Â» et Â« pacifiques Â».

Jabarin affirme quâ??il comprend les contraintes auxquelles sont soumis ses collÃ¨gues amÃ©ricains, mais il se dit dÃ©Ã§u par ce quâ??il considÃ¨re comme une rÃ©ticence Ã sâ??opposer plus

ouvertement Ã Trump, en agissant au-delÃ de simples dÃ©clarations. Trump cherche Ã obtenir une soumission sans rÃ©sistance de la part des organisations ; la maniÃ¨re dont la sociÃ©tÃ© civile mondiale rÃ©agit actuellement aura des implications durables, a ajoutÃ© Jabarin.

Â« La Palestine est le test Â» pour toutes les personnes dotÃ©es dâ??une conscience.

Il observe que Â« â?¦lâ??administration amÃ©ricaine soutient la loi de la jungle, et non lâ??Ã©tat de droit. Et ce qui se passe Ã lâ??Ã©chelle mondiale est une guerre entre la loi de la jungle et lâ??Ã©tat de droit Â».

Traduction : CB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : The Guardian

date crÃ©Ã©e
2025/11/17